

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 23/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFOVAR - Site 1 (85)**

85 avenue louis Lépine  
ZI du Capitou  
83370 Fréjus

Références : D-UD83-2026-0052  
Code AIOT : 0006401918

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement SOFOVAR - Site 1 (85) implanté 85 avenue louis Lépine ZI du Capitou 83370 Fréjus. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de ce jour fait suite à la visite du 18/03/2025 lors de laquelle 4 non conformités avaient été relevées et un arrêté préfectoral de mise en demeure pris le 02/05/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFOVAR - Site 1 (85)
- 85 avenue louis Lépine ZI du Capitou 83370 Fréjus

- Code AIOT : 0006401918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFOVAR, filiale du groupe SCLAVO ENVIRONNEMENT, exploite une plateforme de transit, regroupement et tri de fers et métaux située 85 avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83370 Fréjus (site N°1). Elle collecte des déchets issus des particuliers mais aussi professionnels. Elle exerce sur ce site une activité de préparation, regroupement et dépollution de VHU (Véhicules hors d'usage). Elle est autorisée à réaliser ces activités par arrêté préfectoral d'autorisation du 08/07/1998 et arrêtés préfectoraux complémentaires du 18/09/2003, 20/06/2006, 23/01/2012, 28/11/2013 et 08/10/2024.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives avaient été demandées suite à l'inspection du 18/03/2025 et un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été pris à l'encontre de la société SOFOVAR. Désormais, la situation administrative de l'exploitant est conforme.

Les non conformités concernant le plan de défense incendie, la formation du personnel et les valeurs limites de rejet relevées lors de l'inspection précédente du 18/03/2025 sont levées.

L'exploitant a pris les mesures nécessaires permettant de respecter les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 02/05/2025 (clôture du site). Il est proposé à M le Préfet de lever cet arrêté préfectoral.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/02/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Clôture de l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m <sup>2</sup> est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 18/03/2025, il avait été demandé à l'exploitant de clôturer entièrement son site sur le périmètre ICPE. Par courriel du 31/10/2025, l'exploitant a demandé à exclure de l'espace clôturé la zone d'accueil des clients et le pont bascule. L'inspection a pris acte de cette demande par courriel du 03/11/2025. Ce jour, il est constaté que la clôture installée correspond à celle du plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/07/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. -Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services

<p>d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie(l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>-l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>-les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>-les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>-le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>-le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>-des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>-le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>-les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>-la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>-le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>-la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie a été mis à jour et transmis dans sa version définitive par courriel du 02/09/2025. Il contient tous les éléments de la prescription susvisée. L'exploitant a pris en compte les remarques de l'Inspection des installations classées pour compléter ce PDI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : maîtrise des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise des incendies
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2025

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.

Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 18/03/2025, il avait été demandé à l'exploitant de fournir l'attestation de formation du responsable de site sur la manipulation des moyens d'extinction incendie. Ce document a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 04/07/25.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : valeurs limites de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, valeurs limites de rejet

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites de rejet.

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :  
pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;  
température < 30 °C ;b)

Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Matières en suspension : 600 mg/l ;

DCO : 2 000 mg/l ;

DBO5 : 800 mg/l.

Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

Matières en suspension : 35 mg/l.DCO : 125 mg/l ;

DBO5 : 30 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,

Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;Plomb : 0,5 mg/l ;Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l.Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

#### Constats :

Lors de l'inspection du 18/03/2025, suite à une analyse d'eaux rejetées non conforme, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle analyse d'eau et de transmettre le rapport associé à l'inspection des installations classées sous trois mois.

L'exploitant a transmis par courriel du 21/07/25 ce rapport (analyse effectuée le 15/07/25). Les résultats sont conformes à la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite